

◇ Réfutation des normes OMS et françaises

EDF et les autorités sanitaires banalisent la pollution des cours d'eau, par la radioactivité rejetée par les centrales nucléaires, en invoquant la limite sanitaire de 10 000 Bq/l (valeur guide de l'OMS : Organisation Mondiale de la Santé) et la valeur de référence de 100 Bq/l appliquée en France

La CRIIRAD a effectué une analyse critique de ces normes et a conclu que, s'agissant d'une contamination chronique qui affecte de surcroît toute la population dont les groupes à risques (femmes enceintes, jeunes enfants) tout devrait être fait pour réduire les niveaux de contamination et que la norme devrait être fixée à une valeur inférieure à 30 Bq/l voire à 10 Bq/l. Sinon, les risques de cancers à long terme pourraient être supérieurs à plus de 160 fois ceux retenus pour les pollutions de nature chimique.

Analyse critique du seuil de 10 000 Bq/l défini par l'OMS pour le tritium dans l'eau potable : https://www.criirad.org/eau%20potable/2019-07-1_H3_10.000%20Bq_1.pdf

Contamination de l'eau potable par le tritium. Révision à la baisse de la référence de "qualité" de 100 Bq/l : https://www.criirad.org/eau%20potable/2019-07-15_H3_10.000%20Bq_2.pdf

Rappelons que l'OMS est soumise à l'AIEA (lobby nucléaire) par l'accord du 28 mai 1959 : depuis les normes doivent s'adapter aux exigences de l'industrie nucléaire (<http://independentwho.org/fr/>).

La CRIIRAD nous rappelle également que L'Institut National des Sciences Radiologiques du Japon a montré que les différents effets du tritium sur des cellules de mammifères (destruction, mutation ou induction de cancers) sont plus importants qu'on ne le croyait, et que la radiotoxicité du tritium semble donc avoir été largement sous-évaluée et que trop peu de travaux existent sur les effets à long terme, notamment génétiques, de la contamination par ce radioélément.

◇ Études sur les impacts sanitaires du fonctionnement des centrales nucléaires

Réduction de la mortalité infantile et du cancer infantile après la fermeture de centrales nucléaires aux États-Unis
<https://www.rcsrgb.fr/reduction-de-la-mortalite-infantile-et-du-cancer-infantile-apres-la-fermeture-dune-centrale-nucleaire-aux-etats-unis/>

Cette étude américaine analyse la mortalité infantile et les cancers des jeunes enfants habitant à proximité de centrales nucléaires (jusqu'à 64 km) et sous le vent, AVANT et APRÈS la fermeture des centrales. Cette étude fait état de plus de 10 % de mortalité infantile et de cancers supplémentaires pendant le fonctionnement des centrales. Ce sont donc aussi de nombreuses autres maladies et fragilités (non recensées dans cette étude) que développeront les enfants.

La date de parution de cette étude (an 2000) correspond au moment où EDF a changé son mode de rejet de tritium et a commencé à rejeter ce dernier dans les fleuves...

Études épidémiologiques autour des centrales nucléaires européennes

<https://www.rcsrgb.fr/etudes-epidemiologiques-autour-de-centrales-nucleaires-europeennes/>

Dans cet article Marc Saint Aroman nous fait un rappel de différentes études en Europe sur ce sujet

IMPORTANT : des études nationales sur le nombre de cancers en France résultant de l'exploitation des centrales nucléaires (et autres activités radiologiques) ne sont pas possibles car il n'existe tout simplement pas en France de registre national des cancers.

<https://reporterre.net/Cancers-l-incroyable-aveuglement-sur-une-hausse-vertigineuse>

<https://www.senat.fr/questions/base/2019/qSEQ190208906.html>

Si des registres locaux (Gironde, Lille) peuvent aider à faire des estimations globales, ils ne peuvent pas aider à évaluer correctement des cas particuliers, comme par exemple l'évolution des cancers comparativement en amont et en aval des rejets, avant et après l'an 2000. Les rejets ne sont pas les mêmes sur La Loire (par exemple à Tours dont l'eau du robinet est contaminée 100 % du temps) et la Garonne (Agen, 20 % du temps).

◇ L'eau contaminée de la Garonne alimente aussi les productions agricoles

Nous avons établi (au RCSRGB : Réseau Citoyen de Surveillance de la Radioactivité Golfch Le-Blayais) une liste de 77 captages, à usage d'irrigation, d'eau de la Garonne et dans le seul département du Lot-et-Garonne. [Source BNPE – EAUFRANCE](#)

Selon un ingénieur en analyse de la radioactivité : « ... On peut s'attendre pour la composante tritium libre à une valeur proche de celle qui est dans l'eau d'irrigation. Le mieux serait de faire des mesures mais on retombe sur la question des ressources financières ».

En clair : des analyses de végétaux issus des productions agricoles incriminées pourraient démontrer la contamination de ces végétaux (comme pour les végétaux aquatiques).

◇ Encore de nombreux incidents malgré une surveillance renforcée de l'ASN

Dans son dernier bilan, publié le 29 juin 2021, [épingle à nouveau le manque de rigueur à la centrale de Golfch.](#)

Déjà en 2019 la direction du site reconnaissait [33 événements significatifs de sûreté pour l'année](#). Dont 1 incident de niveau 2 lors d'opérations de vidange du circuit primaire.

Parmi les derniers incidents de 2021 :

- Mercredi 22 septembre un incident de température dans un réservoir du réacteur n°2 de la centrale nucléaire de Golfch (alors mis à l'arrêt pour maintenance), a été déclaré par la direction du site à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).
- Le mercredi 18 août « un aléa sur un matériel électrique a provoqué l'indisponibilité d'une soupape du pressuriseur », entraîne la mise à l'arrêt du réacteur de l'unité 1.
- Le 18 mai le site de Golfch a déclaré « un événement significatif sûreté de niveau 1 ». En cause, une analyse manquante avant la remise en service d'un circuit.

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a formulé de nombreux reproches à la centrale de Golfch. Résultat : le site est placé sous surveillance renforcée depuis 2020.

Dans son appréciation générale, le gendarme du nucléaire (l'ASN) estime en effet que "les performances de la centrale sont mauvaises, voire très mauvaises".

Une rumeur circule de mise sous tutelle de la centrale par l'ASN qui semble ne pas parvenir elle-même à reconnaître l'étendue du 'manque de rigueur'. Un 'Stop an Go' (Stop sûreté) le 18 juin 2021 a été décidé par le directeur de la centrale. Selon des sources fiables en interne ce **stop and go** aurait duré 4 jours alors que l'ASN ne reconnaît qu'un jour...

Un **Stop and Go** intervient quand il y a trop d'incidents dans le déroulement des tâches sur un réacteur : on arrête tout, on se pose et on repart... Un Stop and Go de un jour est déjà très grave et très coûteux (1,2 million € par jour).

!!! Nous avons besoin de vous !!!

Nous avons besoin de prêts de salles pour nos réunions et pour informer le public !

Nous avons besoin de moyens matériels pour financer des analyses et l'achat de matériel !

!!! Nous avons besoin de votre soutien pour interpeller avec vous les décideurs, les administrations et les services de l'état !!!